

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse
(Division de la famille)

Entre : [remplir l'en-tête conformément à la règle 82 – Administration des instances civiles]

[nom complet, y compris le(s) deuxième(s) nom(s)]

Le requérant

et

[nom complet, y compris le(s) deuxième(s) nom(s)]

L'intimé

Avis de requête en modification

À : [nom de l'intimé ou des intimés]

Le requérant demande la modification d'une ordonnance ou d'ordonnances

Le requérant, [nom de la partie] , fait une demande de modification d'une ordonnance ou d'ordonnances, laquelle est permise par l'un des articles suivants : [supprimer l'élément qui ne s'applique pas]

- l'article 17 de la *Loi sur le divorce*;
- l'article 37 de la loi intitulée *Parenting and Support Act*.

Les modifications auraient une incidence sur l'ordonnance ou les ordonnances suivantes :
[indiquer le titre et la date de chaque ordonnance]

Les modifications auraient une incidence sur l'enfant ou les enfants suivants : [supprimer si aucun enfant n'est touché]

Nom de famille de l'enfant	Prénom et deuxième(s) prénom(s)	Date de naissance (j/m/aaaa)

Les modifications demandées découlent d'un changement de circonstances qui sont décrites dans l'affidavit du requérant joint à la présente requête.

Les modifications demandées portent sur ce qui suit : [cocher seulement les réponses qui s'appliquent]

- rôle parental/contact
 - responsabilité décisionnelle/garde
 - temps parental [sélectionner une réponse]
 - soin primaire (plus de 60 % du temps)
 - temps partagée (entre 40 et 60 % du temps)
 - autre
 - déménagement de l'enfant
 - empêcher autoriser
 - déménagement d'un parent
 - temps de contact ou interaction
 - temps de contact ou interaction avec les grands-parents
 - autre

- pension alimentaire pour enfant :
 - montant prévu par la table
 - dépenses spéciales ou extraordinaires
 - modification du nombre d'enfants à charge
 - demande rétroactive
 - cessation de la pension alimentaire pour enfants
 - révision administrative des pensions alimentaires pour enfants
 - autre [donner des précisions] _____

- pension alimentaire pour le conjoint
 - demande rétroactive du _____ au _____
 - cessation de la pension alimentaire pour le conjoint
 - autre [donner des précisions]

- arriérés sur les paiements de pension alimentaire [donner des précisions] _____

- autre [donner des précisions] _____

Dans le cadre de la requête en modification, le requérant présente une demande : [cocher

seulement les réponses qui s'appliquent]

- en vertu de l'article 15 de la loi intitulée *Maintenance Enforcement Act* pour traiter un litige entre les parties à propos du montant des arriérés
- en vertu de l'article 15 de la loi intitulée *Maintenance Enforcement Act* pour solliciter une dispense de l'obligation de verser les arriérés

Le requérant demande que les modifications entrent en vigueur le (date)

_____ et le requérant doit présenter la preuve à l'appui de cette date.
[à préciser pour chaque modification, le cas échéant]

Le requérant a introduit cette requête en modification présentant cet avis à la date attestée par le fonctionnaire de la cour.

Autres instances et ordonnances pertinentes

Le requérant confirme ce qui suit : [supprimer l'élément qui ne s'applique pas]

- Il n'y a, et n'y a eu, aucune autre instance entre les parties, ni instances/circonstances ayant une incidence sur le bien-être ou la sécurité des enfants/parties.

OU

- Il y a, ou y a eu, autre instance entre les parties, ou instances/circonstances affectant le bien-être ou la sécurité des enfants/parties, dont les détails sont les suivants : [remplir les sections ci-dessous pour chaque instance]

Type d'instance et numéro de dossier de la cour : [décrire chaque instance, par exemple une instance d'ordre civil ou criminel, une requête de protection, ou autre instance] _____

Ordonnance(s) ou autre mesure : [décrire l'ordonnance, par exemple une ordonnance visant à protéger la sécurité d'une personne, un engagement, un engagement de ne pas troubler l'ordre public, une condition, etc.] _____

Circonstance(s) : [décrire] _____

Documents à l'appui de la requête

Le requérant dépose les documents suivants à l'appui de la requête :

- déclaration parentale
- déclaration de temps de contact et d'interaction
- état des revenus

- état des dépenses spéciales ou extraordinaires
- état des circonstances représentant des difficultés excessives
- état des dépenses
- état des biens
- mémoire préalable à l'audience
- affidavit de [nom du requérant] ,
qui comprend des éléments de preuve établissant le changement de
circonstances et la preuve à l'appui de la date d'entrée en vigueur.
- autres affidavits et documents [donner des précisions]_____

- copie certifiée de chaque ordonnance que le requérant cherche à modifier

Une copie de chaque document doit vous être délivrée avec cet avis.

Une réponse à la requête en modification

Pour répondre à la requête en modification, ou présenter votre propre requête en modification, vous ou votre avocat pouvez déposer une réponse à la requête en modification. Le juge ou un fonctionnaire de la cour vous donnera des directives concernant le délai pour déposer une réponse à la requête en modification.

Obligation de déposer des documents

Les *Règles de procédure de la Nouvelle-Écosse* comportent des exigences selon lesquelles les parties doivent déposer des documents, et ces exigences dépendent du type de mesure réparatoire sollicitée. Le juge ou un fonctionnaire de la cour pourrait vous inviter à déposer des documents et à fournir des renseignements dans un délai précis en réponse à cette requête.

Une ordonnance pourra être rendue contre vous

Le juge peut rendre une ordonnance définitive à l'égard de la requête en modification sans qu'aucun avis ne vous soit donné si vous ne vous présentez pas à la cour ou ne déposez pas les documents suivant les directives.

Dépôt et remise des documents

Tout document que vous déposez à la cour doit être délivré au palais de justice situé au _____, [rue/avenue] _____, en Nouvelle-Écosse (numéro de téléphone _____).

Les *Règles de procédure de la Nouvelle-Écosse* exigent que, lorsque vous déposez un document, vous devez immédiatement en délivrer une copie au requérant, ou à l'intimé, et à chacune des parties ayant le droit de recevoir un avis, à moins que le document fasse partie d'une motion *ex parte*, que les parties conviennent que la délivrance n'est pas requise, ou qu'un juge ou un

fonctionnaire de la cour ordonne qu'elle n'est pas requise.

Adresse désignée pour la délivrance des documents

Le requérant désigne l'adresse suivante pour la délivrance des documents :

Les documents délivrés à cette adresse seront présumés avoir été reçus par le requérant sur délivrance.

Signature et attestation du requérant

En apposant ma signature ci-dessous, je confirme qu'il s'agit de ma requête et je certifie que je suis au courant de mes obligations, notamment :

1. Je dois exercer toute responsabilité décisionnelles ou temps parental qui m'est attribuée, ou temps de contact en vertu d'une ordonnance de contact, d'une manière compatible à l'intérêt supérieur de l'enfant/des enfants;
2. Au mieux de mes capacités, je dois protéger l'enfant/les enfants des conflits découlant de cette instance;
3. Dans la mesure où cela est approprié, je dois tenter de résoudre les problèmes visés par cette instance en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux;
4. Je dois fournir des renseignements complets, exacts et à jour comme la loi l'exige, dans le cadre de cette instance et en vertu d'une ordonnance de la cour; et,
5. Si je fais l'objet d'une ordonnance, je dois suivre et respecter cette ordonnance jusqu'à ce qu'elle cesse d'avoir effet.

Signé ce

20

Signature du requérant
Nom en caractères
d'imprimerie :

[apposer toute autre signature s'il y a plus d'un requérant]

Signé le

20

Signature du requérant
Nom :

Attestation de l'avocat [supprimer si vous n'êtes pas représenté par un avocat]

Je soussigné, en ma qualité d'avocat du requérant, certifie que je me suis conformé aux exigences de l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce*/l'article 54C(2) de la loi intitulée *Parenting and Support Act*.

Signature de l'avocat

Attestation du fonctionnaire de la cour

Je certifie que le présent avis de requête en modification a été déposé auprès de la cour le _____ 20 .

Fonctionnaire de la cour

À des fins de délivrance, y compris les documents justificatifs, à chaque intimé :
[nom complet et adresse de chacun]